



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS *SPECIAL DELEGATIONS DE SIGNATURES***

*Edition n° 25 du 29 août 2011*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***

☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 29 août 2011

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>1094</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1094</b>
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>1094</b>
Bureau de l'interministérialité.....	1094
Arrêté n° 11.BI.107 du accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet.....	1094
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>1096</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,</b>	
<b>DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>1096</b>
Arrêté n° 34/2011 du 26 août 2011 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	1096
Arrêté n° 35/2011 du 26 août 2011 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	1097
<b>INSPECTION ACADEMIQUE.....</b>	<b>1097</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL.....</b>	<b>1097</b>
Arrêté du 25 août 2011 accordant subdélégation de signature par l'Inspecteur d'Académie.....	1097
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1098</b>
Arrêté n° 2011/DDT/SG/008 du 25 août 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	1098
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....</b>	<b>1100</b>
Arrêté du 24 août 2011 accordant subdélégation de signature par la directrice départementale de la protection des populations.....	1100
Arrêté du 24 août 2011 accordant subdélégation de signature (ordonnateur secondaire et marchés) par la directrice départementale de la protection des populations.....	1100
<b>GROUPEMENT DE GENDARMERIE DEPARTEMENTALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1101</b>
Arrêté du 26 août 2011 accordant subdélégation de signature par le commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle.....	1101

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté n° 11.BI.107 du accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 29 juillet 2011 nommant Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.74 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Délégation est donnée à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice du cabinet, à l'effet de signer tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

- les arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy
- les arrêtés de réquisition de médecins dans le cadre de la permanence des soins
- les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle.

**BUREAU DU CABINET :**

affaires liées :

- aux élections et à l'analyse politique
- aux médailles et distinctions honorifiques
- au protocole et au suivi des dossiers du préfet
- aux interventions des élus et des particuliers
- aux déplacements officiels.

**BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ :**

affaires liées :

- à la sécurité et à l'ordre public
- à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure
- au secrétariat du comité de lutte contre la fraude
- à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT).

**BUREAU DES POLICES ADMINISTRATIVES SPECIALES :**

Agents de sécurité :

- Toutes correspondances relatives à l'instruction des demandes
- Délivrance des autorisations d'entrée et de refus d'entrée en formation
- Autorisation, suspension et refus d'autorisation de délivrance des cartes professionnelles et de création de sociétés de gardiennage.
- Agents de recherches privés
- Toutes correspondances relatives à l'instruction, la délivrance, la suspension et le retrait des décisions des autorisations correspondantes

Manifestations sportives :

Délivrance et refus de délivrance des autorisations et des récépissés de déclaration des manifestations sportives :

1) aériennes et aquatiques sur l'ensemble du département

Activités aériennes : autorisation et refus d'autorisation pour l'ensemble du département de lâchers de ballons , déclassement de zone, dérogations aux règles de survol, création de plateformes aériennes, agrément de zone de saut, création d'hélisturface temporaire et permanente, autorisation et refus d'utilisation d'hélisturface

2) terrestres sur les voies ouvertes à la circulation publique :

- à moteur : sur l'ensemble du département
- pédestre et cycliste : sur l'arrondissement chef-lieu et sur l'ensemble du département lorsque la manifestation dépasse le territoire d'un arrondissement du département
- Boxe : autorisation et refus d'autorisation de gala de boxe pour l'arrondissement chef lieu
- Homologation de circuits sportifs à moteur : autorisation et retrait d'homologation

Armes :

- Autorisations de détention d'armes et délivrance de récépissés de déclaration de détention d'armes
  - Toutes correspondances et décisions relatives aux armes
  - Décision de dessaisissement d'armes
  - Autorisation de commerce d'armes pour les armuriers
  - Autorisation d'activité de ball-trap
  - Délivrance et refus de délivrance de carte européenne d'armes à feu, et toutes décisions relatives à ladite carte
  - Délivrance de duplicatas de permis de chasser pour l'arrondissement chef-lieu
  - Agréments, refus d'agrément de gardes-particuliers de pêche et de chasse pour l'arrondissement chef-lieu et toutes décisions relatives à ces agréments
  - Agréments, refus d'agrément de tous autres gardes particuliers pour l'ensemble du département, et toutes décisions relatives à ces agréments
- Vidéo-protection :

Toutes correspondances et toutes décisions d'autorisation et de refus d'autorisation relatives à l'instruction des demandes d'installation de caméras de vidéo-protection

Débits de boissons :

- Décisions de sanctions administratives concernant :

- \* les débits de boissons
- \* les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur
- \* toutes correspondances relatives à ces procédures

- Autorisations d'ouverture tardive

- Autorisations de transfert de licence

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

- affaires liées à la sécurité civile, la protection des populations, le secours aux personnes, les catastrophes naturelles, la défense civile et les gestion des crises, les explosifs, la présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées.

**Article 2 :** Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement du cabinet et de la résidence du directeur de cabinet, délégation de signature est donnée à Mme Magali DAVERTON, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés,

- la constatation du service fait,

- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Magali DAVERTON, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet, à l'exception des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques.

**Article 4 :** Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1 ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU du cabinet :

- M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie VOUAUX, attachée, adjointe au chef du bureau, à l'exception des documents comptables visés à l'article 2.

BUREAU de la prévention et de la sécurité :

- M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Martine GILLET, secrétaire administrative, adjointe au chef du bureau.

BUREAU DES POLICES ADMINISTRATIVES SPECIALES :

- M. Jean-Pierre DEVIDET, attaché, chef du bureau des polices administratives spéciales. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Valérie SCHOLL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à M. Angelo CURTO, secrétaire administratif de classe normale.

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

- M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à M. Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Christiane Balle, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,

- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale,

- M. Fabien LAFONT secrétaire administratif de classe normale.

**Article 5 :** Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

\* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

\* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

**Article 6 :** Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy

b) les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- aux ministres,

- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

- au président du Conseil Général,

- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Article 7 :** L'arrêté préfectoral N° 11.BI.74 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet, est abrogé.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture et Mme Magali DAVERTON, directrice du cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie en sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 29 août 2011

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

**Arrêté n° 34/2011 du 26 août 2011 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine**

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine

VU le code du travail ;  
VU le code de commerce ;  
VU le code de la consommation ;  
VU le code du tourisme ;  
VU le code de la sécurité sociale ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;  
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;  
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;  
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;  
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté n° 2011-20 en date du 03 janvier 2011 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative au fonctionnement du service ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés au paragraphe 1 -travail/emploi- de l'article 1er de l'arrêté susvisé n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

**Article 2 :** Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine et relatives à la gestion des personnels dans les domaines suivants :

- affectation fonctionnelle des personnels au sein de l'unité territoriale ;
- gestion courante des personnels de l'unité territoriale notamment, organisation générale, attribution des congés annuels, de maladie, de formation professionnelle ;
- imputabilité des accidents du travail au service ;
- établissement des cartes d'identité des fonctionnaires ;
- décisions d'attribution des éléments de rémunération accessoires des agents de catégories B et C.

**Article 3 :** Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre
  - 2) aux Ministres
  - 3) aux Parlementaires
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional
  - 5) au Président du Conseil Général

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Claude ROQUE, Secrétaire Général de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle

**Article 5 :** L'arrêté de subdélégation de signature n° 25/2010 en date 24 juin 2011 est abrogé.

**Article 6 :** Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 août 2011

Le Directeur Régional,  
Serge LEROY

**Arrêté n° 35/2011 du 26 août 2011 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine**

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;  
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;  
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;  
VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;  
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;  
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté n° 2011-19 en date du 03 janvier 2011 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.16 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat ;  
VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale du département de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.16 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle en matière d'ordonnancement secondaire, des recettes et dépenses de l'Etat imputées sur les titres 3, 5 et 6 relevant des programmes 102, 103, 111 et 155.

**Article 2 :** Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat

**Article 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Claude ROQUE, Secrétaire Général de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle

**Article 4 :** L'arrêté de subdélégation de signature n° 26/2011 en date 24 juin 2011 est abrogé.

**Article 5 :** Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 août 2011

Le Directeur Régional,  
Serge LEROY

**INSPECTION ACADEMIQUE****SECRETARIAT GENERAL****Arrêté du 25 août 2011 accordant subdélégation de signature par l'Inspecteur d'Académie**

L'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'éducation et notamment son article D 222-20 ;

VU le décret du Président de la République en date du 7 mai 2009 nommant Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 10 septembre 2010 nommant Madame Christine DODANE-BEGUE, inspectrice d'académie, inspectrice pédagogique régionale, dans l'emploi d'inspectrice d'académie adjointe de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er août 2010 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2009 portant affectation de Madame Dominique VEILLON-PERRIN, inspectrice de l'éducation nationale, en qualité d'Inspectrice de l'éducation nationale adjointe à l'inspecteur d'académie, à compter du 1er janvier 2010,

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2011 nommant Monsieur David-Olivier COMTE, conseiller d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en qualité de secrétaire général de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle à compter du 2 mai 2011 ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Délégation permanente de signature est donnée à :

Madame Christine DODANE-BEGUE, inspectrice d'académie adjointe,

Madame Dominique VEILLON-PERRIN, inspectrice de l'éducation nationale adjointe à l'inspecteur d'académie,

Monsieur David-Olivier COMTE, secrétaire général,

à l'effet de signer, au nom de l'inspecteur d'académie directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, tous les actes administratifs, les décisions et les correspondances relatifs :

- à l'organisation et la gestion matérielle de l'inspection académique,

- à la gestion financière, dans la limite de la délégation prévue par l'arrêté préfectoral n°11.OSD.15 du 22 août 2011 et notamment ses articles 4 et 10,

- aux domaines délégués par l'arrêté préfectoral n°11.BI.96 du 22 août 2011, dans les limites prévues par ce dernier,

- à l'implantation des emplois d'enseignants du premier degré,

- à la structure pédagogique et la répartition des moyens des collèges,

- au contrôle des actes de collèges,

- à l'organisation des examens et concours relevant de la compétence propre des inspecteurs d'académie,

- à la vie de l'élève (dont notamment les décisions relatives à l'affectation),

- la gestion des instituteurs et professeurs des écoles, des agents non titulaires, des personnels de l'enseignement privé, à l'exception des décisions relatives aux sanctions disciplinaires.

**Article 2** : L'arrêté du 2 mai 2011 portant délégation de signature est abrogé.

**Article 3** : Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 août 2011

L'Inspecteur d'académie  
Philippe PICOCHÉ

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### Arrêté n° 2011/DDT/SG/008 du 25 août 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le Directeur Départemental des Territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'état

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.82 du 22 août 2011, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires et notamment son article 4 ;

### ARRETE

**Article 1er** : Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des décisions portant les numéros de référence : A1 a14, A1 a30, A10 a1, A2 c2, A2 b1 (pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école) et 120.

**Article 2** : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

\* Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence

- A1 a0, A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil)

- A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

\* Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargé du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

\* Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

\* Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 201 à 303 ;

\* Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A2 a1 à A2 a4, A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 à A2 c5 ;

- A5 i1 à A5 i6 ;

- A6 a1 à A6 a5 ;

\* Monsieur Karim MIKSA, chargé du service « habitat », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a6, A4 b3 à A4 b25 ;

- A5 a2 ;

\* Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

\* Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a0, A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil),
- A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;
- \* Monsieur Francis MALLET, adjoint au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
  - A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;
  - A8 a1 à A8 a3 ;
  - 121 ;
- \* Madame Catherine NORMANDIN, adjointe au responsable du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
  - 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;
- \* Mesdames et Messieurs Sandrine BACHER, Thierry BONNAUD, Brigitte BOULANGER, Pascal CAMPANER, Audrey DONNOT, Ghislaine DOSSOU, Vincent FOUCAUT, Jean-Paul FOURNIER, Dominique GERZAGUET, Marie-Claude GIROT, , Danièle HALLY, Michel HANDTKE, Agnès HOCHÉ, Christelle HURNI, Daniel KLIPFEL, Anne-Catherine LADERRIERE, Myriam MATHIS, Patrick MENOUX, Christophe MOQUILLON, Danielle REGARD, Isabelle ROUYER-VANNIER, Michel TALLET, Nicolas TOQUARD, Stéphane VIADER, Patrick VIARD, Mickaël VILLEMEN, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;
- \* Messieurs Patrice ARNAULT, Claude GUSTIN, Dominique MAIFFREDY, chargés des pôles relais, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
  - A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;
- \* Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
  - A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;
- \* Madame Elina GREINER, chargée de l'unité « procédures d'urbanisme », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
  - A5 a2, A5 a3 ;
- \* Madame et Messieurs Jacky BRAZZALE, Henri DUPONT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a0 (pour les congés annuels) ;
- \* Mesdames et Messieurs Corinne COLIN, Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a0 (pour les congés annuels) ;
  - A5 b4, A5 b5 ;
  - A5 g1 (sauf pour Brigitte LAURENT) ;
- \* Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Jean-Philippe BANCKAERT, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, Olivier FARINOTTO, David GRANDIDIER, Françoise LAUNAY, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Céline RAYBOIS, Denis RUNDSTADLER, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Jérôme VERDEAUX, Michèle VIARD, Nelly ZYGMANIAK, Estelle ZIRARI, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - A5 b4, A5 b5 ;
- \* Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité « affaires transversales et contentieux », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
  - A8 a1, A8 a2 ;
- \* Monsieur Eddy SABANOVIC, chargé de l'unité « parc de logement social public » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
  - A4 a4, A4 b4, A4 b19 ;
- \* Monsieur Thiery GUYOT, chargé de l'unité « programme de rénovation urbaine », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
  - A4 b19 ;
- \* Madame Marie-Christine SIBILLE, chargée de l'unité « transports », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
  - A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;
  - A6 a2 à A6 a5 ;
- \* Madame Nicole SIEFFER, chargée de l'unité « éducation routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
  - A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;
- \* Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, chargé de l'unité « sécurité civile », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
  - A2 a2 ;
- \* Monsieur Yann TABERKANE, chargée de l'unité « bruit, publicité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
  - A5 i1 à A5 i3 ;
- \* Monsieur Sébastien FAGOT, chargée de l'unité « sécurité routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
  - Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
  - A6 a1 ;
- \* Madame Audrey DONNOT, chargée de l'unité « performance et gestion financière » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :



- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;  
- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires et, à défaut de cette décision :

- en remplacement de Monsieur Karim MIKSA :

par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER ;

- en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN ou de Monsieur Francis MALLET :

par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A8 a3 ;

- en remplacement de Monsieur Hervé BOYER :

par les fonctionnaires suivants : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;

- en remplacement de Madame Marie-Christine SIBILLE :

- par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

- par Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

**Article 4 :** Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliations des arrêtés relevant de leur service : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Hervé BOYER, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON.

**Article 5 :** L'arrêté de subdélégation de signature n°2011/DDT/SG/007 en date du 8 avril 2011 est abrogé.

**Article 6 :** Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
Nancy, le 25 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
Michel MARTY

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

### Arrêté du 24 août 2011 accordant subdélégation de signature par la directrice départementale de la protection des populations

La Directrice Départementale de la Protection des Populations,

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.84 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations

#### ARRETE

**Article 1er :** En mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, la délégation de signature est exercée de la manière suivante :

pour l'ensemble des actes juridiques mentionnés à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 22 août 2011, sous réserve des dispositions de ses articles 2 et 3 : M. Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental adjoint.

**Article 2 :** La délégation de signature est donnée aux chefs de service et leurs adjoints pour signer les documents relevant de l'article 1er de l'arrêté préfectoral N° 11.BI.84 du 22 août 2011 selon les conditions suivantes :

1 pour l'ensemble des actes relevant du service santé, protection animale, et environnement (SPAÉ) :

- Catherine NICOLEY, chef du service SPAÉ

- Emmanuelle PORTEMER, son adjointe

2 pour l'ensemble des actes relevant du service protection des consommateurs :

- Michel FRANCOIS, chef du service

- Juliette MOS, son adjointe

3 pour l'expérimentation animale :

- Anne DELEPORTE.

**Article 3 :** En vertu de l'article 3 de l'arrêté préfectoral N° 11.BI.84 du 22 août susvisé, demeurent soumis à la signature du Préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre

- aux ministres

- aux parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au Préfet de région et au président du Conseil Régional

- au président du Conseil Général

- au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

**Article 4 :** La subdélégation accordée par Mme Catherine BOURGUIGNON ne concerne pas les actes cités à l'article 2 de l'arrêté préfectoral, qui en son absence ou en cas d'empêchement, demeureront soumis à la signature du Préfet.

**Article 5 :** Toute disposition antérieure à cette date est abrogée

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et à madame l'administratrice générale des finances publiques de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 août 2011

La directrice départementale de la protection des populations,  
Catherine BOURGUIGNON

### Arrêté du 24 août 2011 accordant subdélégation de signature (ordonnateur secondaire et marchés) par la directrice départementale de la protection des populations

La directrice départementale de la protection des populations,

VU l'arrêté préfectoral N° 11.OSD.12 du 22 août 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations

#### ARRETE

**Article 1er :** En application des articles 4 et 10 de l'arrêté préfectoral N° 11.OSD.12 susvisé, en mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, subdélégation est donnée à : M. Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental adjoint, à l'effet de signer dans les conditions fixées par

l'arrêté préfectoral susvisé et notamment les dispositions de l'article 9, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, en tant que responsable de l'unité opérationnelle, tant pour les dépenses que pour les recettes que pour les dépenses.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine BOURGUIGNON, de M. Jean-Yves CHOLLET et de Mme Juliette MOS, la subdélégation est donnée aux chefs de service :

- M. Michel FRANCOIS, chef du service protection des consommateurs
- Mme Catherine NICOLEY, chef du service santé, protection animale et environnement
- Mme Emmanuelle PORTEMER, adjointe au chef de service santé, protection animale et environnement
- Mme Juliette MOS, adjointe au chef du service protection des consommateurs.

**Article 3 :** Toute disposition antérieure à cette date est abrogée.

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et à monsieur le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 août 2011

La directrice départementale de la protection des populations,  
Catherine BOURGUIGNON

## GROUPEMENT DE GENDARMERIE DEPARTEMENTALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Arrêté du 26 août 2011 accordant subdélégation de signature par le commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle**

Le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 16 Mai 2008 nommant M. Christophe DUBUIS, au grade de lieutenant-colonel ;

VU L'ordre de mutation 043470 GEND/DPMGN/SDGP/BPO/SHE en date du 26 avril 2011 désignant le lieutenant-colonel Christophe DUBUIS pour commander le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle.

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.104 du 22 août 2011 accordant délégation de signature au lieutenant-colonel Christophe DUBUIS, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

### ARRETE

**Article 1er :** Délégation est donnée à M le Lieutenant-colonel Jean-Paul TISSIER, commandant en second le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle pour signer :

« les décisions de remises aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article L.531-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Les conventions concernant le remboursement des dépenses supportées par l'État, à l'occasion de services d'ordre et de relations publiques exécutés à la demande de tiers par les effectifs du groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, ainsi que la convention particulière établie à chaque rencontre sportive détaillant les moyens en personnels et en moyens mis en œuvre par l'État. »

**Article 2 :** Le lieutenant-colonel Christophe DUBUIS, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le lieutenant-colonel DUBUIS,  
Commandant le groupement de gendarmerie départementale  
de Meurthe-et-Moselle

